



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Un autre budget sans imagination qui ne vise qu'à préparer l'élection de 2015

Ottawa, le 21 mars 2013. Le gouvernement canadien a déposé aujourd'hui un budget si vide de mesures innovantes et si silencieux sur les défis économiques qui attendent le Canada qu'on se demande sur quelle planète vit le ministre des Finances. Nous notons toutefois que le ministre annonce la volonté du gouvernement d'examiner ses méthodes de gestion des ressources humaines et la rémunération globale de ses employés et lui rappelons que tout changement aux conditions de travail doit être négocié librement avec les syndicats représentant les employés fédéraux.

Après un budget en 2012 qui a provoqué la perte de dizaines de milliers d'emplois dans les secteurs privé et public et entravé la croissance du PIB, on aurait pu croire que le ministre des Finances aurait entendu les appels de nombreux économistes et analystes lui demandant de favoriser la croissance de l'économie. Ce n'est manifestement pas le cas.

Selon Claude Poirier, président de l'Association canadienne des employés professionnels, « nous savons que le gouvernement n'écoute que ceux qui le confortent dans ses idées. On est donc inquiet de lire qu'il a l'intention de consulter des « intervenants-clés » dans son examen de la rémunération globale de la fonction publique. Si le gouvernement n'écoute que les suggestions d'organisations comme la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante ou les instituts Fraser ou CD Howe, on sait dans quelle direction cet examen ira, puisque que ces organismes visent à tirer vers le bas les conditions de travail. Nous sommes toutefois prêts à discuter des conditions de travail dans le forum prévu pour cela : la table de négociation.

« Quant à la révision du processus de gestion des ressources humaines et des règlements qui encadrent les relations de travail, c'est un projet qui est sur la table depuis des années et qui a fait l'objet de nombreuses incarnations. Puisque le budget est avare de détails, nous attendrons que le gouvernement clarifie ses intentions.

« Finalement, ajoute M. Poirier, le gouvernement annonce la fusion de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du ministère des Affaires étrangères et du commerce international. Encore une fois les détails de ce plan sont peu précis, mais nous savons que l'ACDI et les Affaires étrangères souffrent tous deux

d'un manque chronique de personnel pour réaliser leurs mandats. Il faudra que la fusion corrige ce problème.

« On aurait apprécié que le ministre écoute les suggestions d'organismes crédibles comme l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ou le Fonds monétaire international qui suggèrent pourtant aux gouvernements de favoriser la croissance au détriment de la rigueur et de corriger les iniquités fiscales favorisant les revenus très élevés et les corporations, » a conclu le président de l'ACEP.

L'ACEP représente quelque 12 000 économistes et employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques, 925 traducteurs, interprètes, terminologues qui assurent le visage bilingue du gouvernement et 90 analystes et adjoints de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

-30 —

Renseignements : Pierre Lebel, relations avec les médias
613-236-9181 — cellulaire 613-889-1027
plebel@acep-cape.ca